

CONFLITS ÉCONOMIQUES...

Si à aucune époque l'alliance du capital et du travail ne fut prônée avec autant de zèle qu'elle ne l'est aujourd'hui par les organes bourgeois, l'on peut dire aussi que jamais les conflits entre ces deux puissances, ennemies quand même, n'eurent un état de fréquence comparable à celui que nous pouvons constater de nos jours.

Ce ne sont pas seulement les centres importants qui voient reparaître des conflits que l'on pouvait croire apaisés, mais aussi de minuscules localités que la tradition industrielle du pays, la sélection de la main-d'œuvre ou son bon marché ont doté d'une usine, d'un atelier ou d'une manufacture.

Les causes des conflits varient, mais toutes dénotent chez les travailleurs un sentiment de la solidarité qu'il eut été difficile de rencontrer dans le passé. A la lutte pour l'augmentation des salaires ou à la mise-bas pour s'opposer à leur réduction sont venues s'ajouter d'autres causes. L'organisation intérieure du travail, les rapports tendus entre contremaîtres et ouvriers, le renvoi injustifié de camarades dont le caractère indépendant causait l'inimitié du patron ou celle de ses suppôts, le refus catégorique ou dilatoire de reconnaître l'organisation corporative du personnel sont autant de mobiles qui ont dicté aux travailleurs des résolutions viriles.

Que dans un centre industriel important les ouvriers, ensuite de rapports plus fréquents avec le monde des travailleurs itinérants, d'une éducation sociale plus étendue et plus intense, d'une communion plus active par les influences du milieu et celles qui peuvent se produire du dehors, soient plus facilement disposés à la lutte, cela se conçoit, mais dans de petites localités nous avons vu les ouvriers faire immédiatement cause commune, au moment d'un conflit, avec l'employeur. C'est donc qu'une certaine éducation s'est faite parmi eux, c'est donc qu'ils ont davantage conscience de la nécessité de l'association corporative et des services qu'elle peut leur rendre. Cela étant, le devoir des organisations ouvrières serait d'encourager cette tendance nouvelle et d'apporter à ces travailleurs dans leur isolement l'appui moral qu'ils sont en droit d'attendre.

Malheureusement, les organisations ouvrières de ce pays ne nous montrent pas l'exemple de la cohésion et ne peuvent guère s'employer à ce rôle d'éducateur. Travaillées par des ambitieux qui ne voient dans le mouvement corporatif qu'un moyen de grouper des électeurs pour leurs petites combinaisons électorales, elles sont incohérentes et énervées.

Aucune des grèves qui se sont déroulées en Suisse n'a été soutenue avec une énergie suffisante; c'était un devoir qu'il fallait accomplir et il le fut, mais d'une façon parcimonieuse. Les résultats des grèves sont trop souvent négatifs pour que des organisations ouvrières, qui recrutent surtout des adhérents électeurs, puissent participer à celles-ci avec l'énergie qu'il faudrait y mettre pour vaincre. L'on sent même dans les comptes rendus des journaux politico-socialistes un certain désintéressement pour ce qui concerne les grèves, et le *Peuple de Genève*, pour ne prendre que celui-là, ne manque aucune occasion de nous vanter les bienfaits à venir de l'odieuse loi sur les conflits collectifs, qui fut, en somme une restriction apportée au droit de grève, aux applaudissements de la galerie bourgeoise. La narration de l'échec subi par les grévistes de Payerne est des plus typiques et confirme ce que nous disons. Les patrons n'ont pas reconnu les syndicats, ce qui était la cause même de la grève. En constatant que c'est là une des revendications ouvrières qui ont le plus souvent échoué, le *Peuple* ajoute:

«En ce qui nous concerne nous avouons franchement que nous ne voyons pas la portée d'une semblable revendication.

Tant qu'un syndicat n'est pas assez puissant pour s'imposer aux patrons nous ne voyons guère ce que vient faire ici la reconnaissance de l'organisation professionnelle par l'employeur».

Et voilà comment un mois de lutte des travailleurs de Payerne est salué par le journal socialiste ouvrier de Genève. Si encore il avait raison dans sa conclusion, on passerait sur la manière hautaine et quelque peu pédagogique de la présenter. Mais ce n'est pas le cas.

A Payerne, dans la maison *Frossard et C^{ie}*, comme à *l'Orient* dans la fabrique d'horlogerie *Lugrin*, où, il y a quelques mois, une grève pareille éclata et eut un résultat identique, et ailleurs encore les patrons s'opposent, sinon ouvertement du moins d'une façon ostensible, à l'adhésion de leurs ouvriers à un syndicat corporatif. A Genève, le syndicat des fabricants de pendants et couronnes fut dissout faute d'adhérents conscients et énergiques et surtout parce que le personnel de la plus importante fabrique refusait d'y entrer. Le maître - le père des ouvriers, comme il s'intitule modestement lui-même, - ne voulait entendre parler à aucun prix du syndicat et s'efforçait même, dans une pensée vindicative, de se renseigner sur sa composition. On le voit, il faut déjà une certaine énergie pour maintenir un syndicat lorsque l'employeur s'y oppose. Les travailleurs de Payerne, livrés à leurs seules ressources d'énergie, ont montré plus de vaillance que les ouvriers genevois du syndicat en question, bien que ceux-ci aient été travaillés en pure perte par MM. Sigg, Triquet et consorts.

A ce *non possumus* (*) patronat et en général à toutes les résistances du capital il y aurait autre chose à opposer que la grève des bras croisés. Le camarade B.T., dans le dernier *Réveil*, parlait du boycottage possible du *Simplon* par la mise à l'index de l'entreprise et l'exode des grévistes, et, malgré les objections soulevées par le *Peuple*, auxquelles le camarade B.T. répondra sans doute, nous persistons à croire qu'un essai de ce genre eût eu une plus grande valeur morale comme affirmation de solidarité, même en ne réussissant pas d'une façon complète, que les platoniques protestations contre les actes de toute la séquelle gouvernementale, de Perrig à Brenner.

Suivant la production des industries en grève la mise à l'index des produits ferait plus pour la capitulation de l'employeur que toutes les démarches de délégués, les allées et venues des commissions et les réunions des grévistes, toujours surveillées par l'autorité cantonale. Dans cette grève de Payerne, si les organisations ouvrières, se solidarisant avec les grévistes, avaient mis les produits de la maison *Frossard et C^{ie}* à l'index dans tout le pays, le résultat eût été différent; le tabac fabriqué par la dite maison est consommé par la population ouvrière des villes et des campagnes; en s'adressant au consommateur, nous l'intéressions à la lutte engagée, nous faisons appel à son esprit de justice en lui apprenant les causes de ce conflit, dont il devenait en quelque sorte l'arbitre. Certes, nous ne pensons pas qu'un premier essai puisse être couronné d'un plein succès, mais, sur toute l'étendue du pays, le consommateur se fût posé ce dilemme: aiderai-je le travailleur ou le patron? et devant cette question ainsi posée l'antagonisme du capital et du travail sautait aux yeux de tous.

Ce qu'il faut dans toutes ces grèves c'est d'en briser le cadre restreint; il faut que la classe ouvrière tout entière en connaisse le pourquoi et s'y intéresse; et comment mieux l'intéresser qu'en la faisant participer d'une manière effective, presque sans sacrifice, à la lutte entreprise? Certaines objections peuvent être faites, ce serait puérilité pure de le nier, mais n'importe, c'est une affaire de mise au point. Chaque industrie, suivant ses produits et le public qui les consomme, suivant qu'elle est tributaire d'autres industries, exigerait une étude spéciale des moyens de lutte et de boycottage. En un mot, à la lutte stérile et inactive des grèves actuelles il faudrait opposer des moyens nouveaux d'action qui frappassent le capital et missent la classe ouvrière dans sa généralité en guerre ouverte contre le patronat.

Les moyens peuvent varier à l'infini, et c'est aux ouvriers eux-mêmes, dans chacune de leur branche ou de leur spécialité, à en chercher la formule nouvelle. Il ne s'agit plus de passer sous les fourches caudines patronales, il faut vaincre, mais pour y arriver, les moyens employés jusqu'ici firent toujours sourire le capitaliste qui peut attendre; en touchant à sa caisse vous le ferez capituler, car là logent sa conscience et son cœur.

Georges HERZIG.

(*) Nous ne pouvons pas. (Note A.M.).